

RAPPORT

Bilan 2023 de l'emploi au Québec

Des clés pour comprendre un marché
du travail en mutation

Février 2024



à propos

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Le rapport a été préparé par Emna Braham, Simon Savard, Anthony Migneault, Mya Tazi, Luc Belzile, Alain Dubuc et Daye Diallo. Les auteurs aimeraient remercier Michel Cournoyer pour ses précieux conseils.

Pour citer ce rapport : IDQ, 2024, Bilan 2023 de l'emploi au Québec : Des clés pour comprendre un marché du travail en mutation

Image de page couverture : @hikaique

Dépôt légal, premier trimestre 2024

ISBN : 978-2-925426-02-8

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

Bibliothèque et Archives Canada, 2024

table des matières

En bref	<u>04</u>
1 De la création d'emplois malgré le ralentissement économique et les inquiétudes	<u>06</u>
2 L'immigration temporaire fait bondir le nombre de travailleurs	<u>12</u>
3 Les immigrants davantage affectés par le chômage	<u>15</u>
4 Une création d'emplois de moindre qualité	<u>18</u>
5 Des difficultés de recrutement qui perdurent dans plusieurs secteurs	<u>22</u>
6 Regard vers l'avenir	<u>26</u>
7 Annexe	<u>28</u>

en bref

L'année 2023 : moins de pénuries sur le marché de l'emploi

- Le marché du travail québécois, caractérisé depuis de nombreuses années par des taux de chômage historiquement bas et un grand nombre de postes non pourvus faute de candidats disponibles, a enregistré en 2023 un déclin notable de cette demande excédentaire.
- Ce phénomène s'illustre par la diminution du nombre de postes vacants, passant de 211 000 à 149 000 en un an, et par une légère hausse du taux de chômage, variant de 4,1 % en décembre 2022 à 4,7 % en décembre 2023.
- Ce relâchement est dû en partie au ralentissement économique qui a contraint les employeurs à supprimer certains postes qu'ils ne parvenaient pas à combler de toute manière.
- Il s'explique également par l'arrivée de nombreux immigrants temporaires qui a fait accroître le nombre de travailleurs disponibles au Québec.

Mais encore des créations d'emplois

- Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, ce relâchement du marché de l'emploi ne s'est pas traduit – du moins jusqu'en décembre 2023 – par des pertes d'emplois importantes.
- Au contraire, il s'est créé au net, 67 000 emplois au Québec entre décembre 2022 et décembre 2023. Une croissance de l'emploi qui se compare à ce que la province a connu dans ses bonnes années de croissance économique à la veille de la pandémie.
- Le secteur public – et plus particulièrement l'enseignement – ainsi que le secteur de l'hébergement et de la restauration ont été des moteurs importants de cette création d'emplois.
- En revanche, le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier a fait les frais du ralentissement du marché immobilier et comptait en décembre 2023, 13 000 emplois de moins qu'à pareille date l'an dernier.

Un boom démographique en temps de ralentissement

- L'année 2023 a aussi été marquée par un phénomène que l'on pourrait qualifier de boom démographique, entraînant une croissance significative du bassin potentiel de travailleurs, avec un gain de près de 100 000 personnes entre décembre 2022 et décembre 2023.
- L'arrivée de nouveaux résidents temporaires a eu deux répercussions majeures sur le marché du travail. D'une part, elle a contribué à alléger les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs comme la restauration où les immigrants temporaires sont surreprésentés. D'autre part, elle a fait augmenter le taux de chômage puisque cette croissance de la population active (2,1 % en un an) a été plus rapide que la création d'emplois (1,5 %).
- Les immigrants ont d'ailleurs davantage fait les frais de cette hausse du chômage. Ainsi, sur les 49 000 chômeurs qui se sont ajoutés au Québec entre décembre 2022 et décembre 2023, 27 000 étaient immigrants permanents, 13 000 résidents temporaires et 9 000 des personnes nées au Canada.

Moins de création d'emplois de qualité, mais sans éliminer les gains réalisés au cours de la pandémie

- Une grande partie des emplois créés en 2023 étaient des postes à temps partiel, ce qui peut notamment s'expliquer par le fait que la création d'emplois s'est surtout produite dans des secteurs où prévaut le temps partiel comme la restauration.
- Cette situation peut également être attribuable au fait qu'il y ait eu davantage de recrutement pour des emplois à temps partiel. De plus, on note une hausse du nombre de travailleurs qui cumulent des emplois pour générer des revenus équivalents à un poste à temps plein.
- La tendance à la création d'emplois bien rémunérés observée à la sortie de la pandémie s'est estompée en 2023. Toutefois, en décembre, la proportion des emplois bien rémunérés dans l'ensemble du marché du travail (48 %) demeure encore supérieure à celle observée avant la pandémie (45 %).
- Depuis 2020, le salaire horaire nominal s'est accru rapidement au Québec. Un phénomène qui s'explique notamment par des augmentations salariales et des déplacements vers des secteurs mieux rémunérés.
- Toutefois, la forte inflation à la sortie de la pandémie a grugé les gains salariaux, mais seulement en partie.

Des difficultés de recrutement qui perdurent dans plusieurs secteurs

- En 2023, une grande partie des postes vacants pour des emplois peu qualifiés et moins bien rémunérés ont été pourvus ou retirés des annonces. Cela a contribué à réduire certains déséquilibres précédemment observés entre la demande croissante de travailleurs peu spécialisés et l'offre de main-d'œuvre de plus en plus qualifiée.
- Le principal défi reste celui du secteur de la santé qui continue à faire face à des difficultés de recrutement importantes. Et rien ne laisse présager que cette demande soit appelée à diminuer puisqu'elle ne dépend pas de la conjoncture économique mais plutôt du vieillissement de la population qui se poursuivra.

Des opportunités dans un marché du travail en transformation

- En 2024, l'économie québécoise devrait poursuivre son ralentissement avec un taux de chômage qui augmente encore mais dans des proportions moindres que celles observées lors des dernières récessions.
- Cette situation s'expliquerait en partie par le fait que les employeurs s'attendent à rencontrer des difficultés de recrutement et qu'ils préféreront maintenir leurs travailleurs en emploi malgré le ralentissement économique.
- De plus, la demande en travailleurs devrait rester élevée au cours de la prochaine année, plus spécifiquement dans certains secteurs comme la santé et la construction.
- Malgré un contexte économique difficile, les employeurs, tant dans les secteurs privé que public, sont plus que jamais conscients du besoin de moderniser et transformer leurs façons de faire, après avoir connu les pénuries des dernières années.

01

DE LA CRÉATION D'EMPLOIS MALGRÉ LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE ET LES INQUIÉTODES

ce qu'il faut retenir

- En 2023, le ralentissement économique s'est principalement traduit par une diminution du nombre de postes vacants qui est passé de 211 000 en décembre 2022 à 149 000 en novembre 2023. D'autre part, le taux de chômage n'a augmenté que légèrement, passant de 4,1 % en décembre 2022 à 4,7 % en décembre 2023.
- Mais ce relâchement n'a pas conduit à des pertes d'emplois. Au contraire, le Québec a enregistré un gain de 67 000 emplois entre décembre 2022 et décembre 2023. Cette croissance de l'emploi se compare aux bonnes années que la province a connu avant la pandémie et dépasse même les prévisions de début d'année.
- À l'échelle canadienne, le Québec a toutefois connu la troisième plus faible croissance annuelle de l'emploi avec 1,5 %, à quasi-égalité avec l'Ontario (1,4 %) et devant Terre-Neuve-et-Labrador (0,3 %). Entre 2019 et 2023, la progression de l'emploi au Québec (4,6 %) a, par ailleurs, été la plus faible enregistrée au pays.
- La majorité des emplois créés l'an dernier au Québec s'est observée à l'extérieur de Montréal, notamment en Montérégie, dans les Laurentides et à Laval, ainsi que dans des zones comme la Capitale-Nationale et le Centre du Québec, plus affectées par les pénuries de main-d'œuvre.
- Le secteur public – et plus particulièrement l'enseignement – ainsi que le secteur de l'hébergement et de la restauration ont été des moteurs importants de cette création d'emplois.

L'activité économique au ralenti...

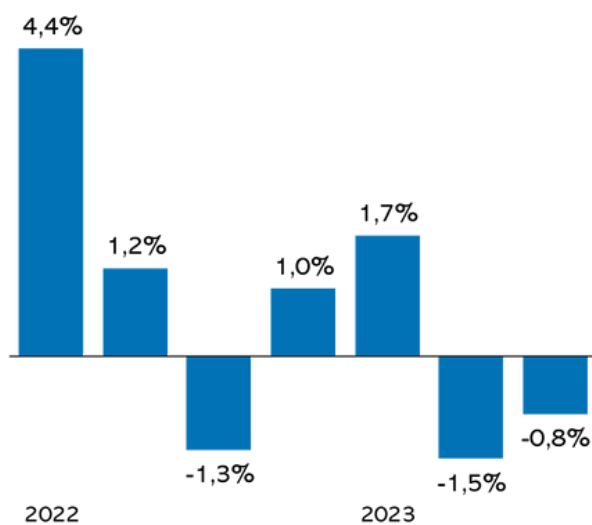
- Le rythme de l'activité économique a ralenti au cours de 2023 et le taux de croissance du PIB réel est même entré en territoire négatif à partir du deuxième trimestre de 2023.
- Mais cette conjoncture peu favorable, couplée à la croissance des taux d'intérêt imposée par la Banque du Canada pour freiner l'inflation ainsi qu'aux inquiétudes des employeurs, n'a pas fait reculer l'emploi.
- Cette situation s'explique en partie par le fait que les premiers mois de l'année 2023 ont été marqués par une bonne croissance économique et de l'emploi, et que la contraction s'est plutôt produite aux deuxième et troisième trimestres (graphique 1)
- Cette contraction de l'activité économique observée depuis avril dernier s'est surtout traduite par un recul des postes vacants (graphique 2). Ainsi, leur nombre est passé au Québec de 211 000 en décembre 2022 à 149 000 en novembre 2023 (dernières données disponibles).

graphique

01

Croissance du PIB réel au Québec

Croissance annualisée, données trimestrielles



Source : Institut de la statistique du Québec

graphique

02

Nombre de postes vacants au Québec

Milliers, données mensuelles



Note : Statistique Canada n'a pas publié de données sur les postes vacants entre avril et septembre 2020.

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0432-01

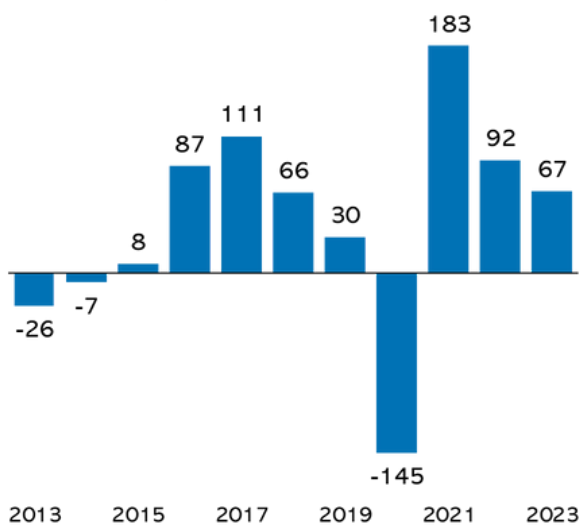
... mais le marché de l'emploi demeure vigoureux

- En début d'année, les analystes prévoient une augmentation moins importante de l'emploi en lien avec un éventuel ralentissement économique.
- Toutefois, entre décembre 2022 et décembre 2023, le marché de l'emploi a gagné 67 000 postes au Québec (graphique 3). Un résultat moindre que ce que la province a enregistré en 2021 et en 2022 lorsqu'elle récupérait les pertes de la pandémie mais cette hausse demeure tout de même élevée dans un contexte économique difficile. Cette croissance se compare d'ailleurs à celle observée au cours des bonnes années de croissance économique d'avant la pandémie.
- Malgré une création d'emplois forte, le taux de chômage s'est accru au cours de la dernière année, passant de 4,1 % en décembre 2022 à 4,7 % en décembre 2023. Ce taux reste cependant plus faible que les taux historiques.

graphique 03

Création annuelle d'emplois au Québec

Milliers d'emplois de décembre à décembre

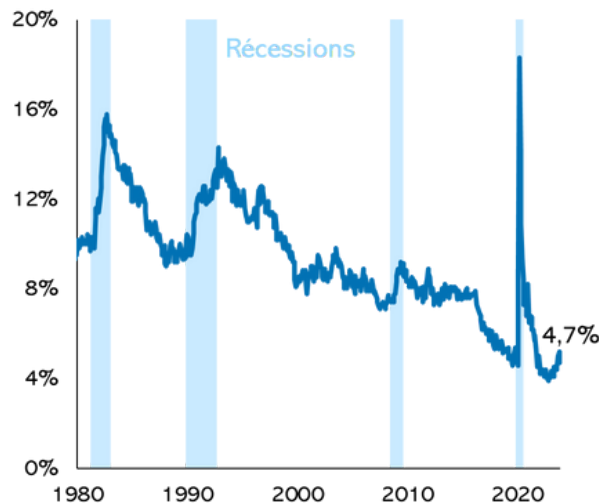


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

graphique 04

Évolution du taux de chômage au Québec

Données mensuelles



Sources : Conference Board du Canada et périodes de récession du C.D. Howe

Encadré 1: Quel indicateur est le plus adéquat pour mesurer la création d'emplois?

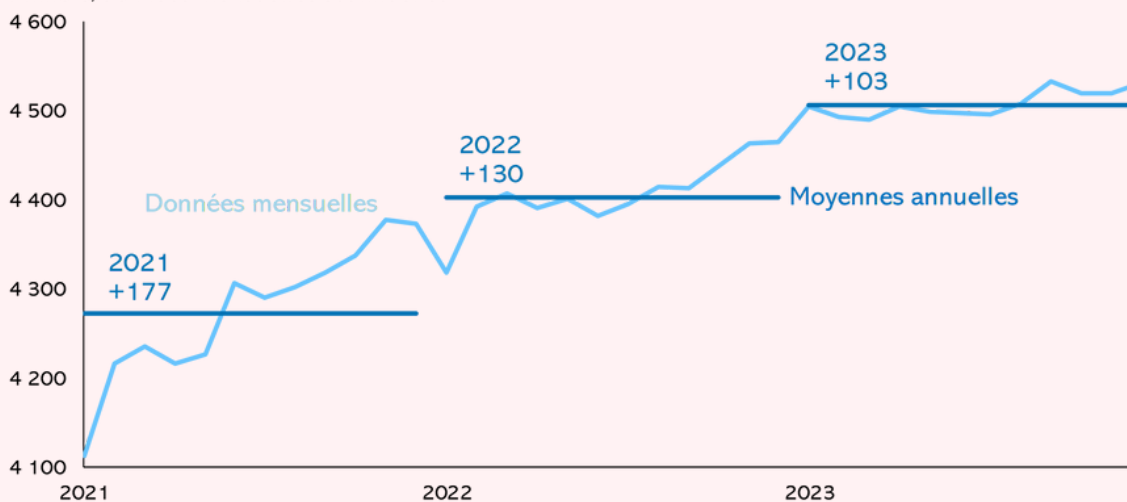
Deux mesures prévalent pour analyser la création d'emplois : la comparaison d'un mois à l'autre permet de mieux identifier les « points d'inflexion », c'est-à-dire les variations de tendances à court terme. Cette approche est particulièrement utile pour évaluer l'évolution annuelle de l'emploi en comparant les données de fin d'année. Les moyennes annuelles, quant à elles, servent surtout à dresser des constats sur la progression de l'emploi à moyen et long terme. Dans le cadre de ce bilan, nous utilisons principalement la comparaison mensuelle de décembre 2022 à décembre 2023.

Ainsi, les graphiques 3 et 5 montrent comment ces deux mesures proposent des perspectives différentes sur la création d'emplois. Dans le premier, la forte augmentation de l'emploi à la fin de 2022 suggère une croissance moins importante de décembre 2022 à décembre 2023, contrairement à ce que les moyennes annuelles révèlent (graphique 5).

graphique 05

Évolution de l'emploi au Québec

Milliers, données mensuelles et annuelles



Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01 14-10-0327-01

Hausse de l'emploi moins rapide au Québec qu'ailleurs au Canada et surtout, à l'extérieur de Montréal

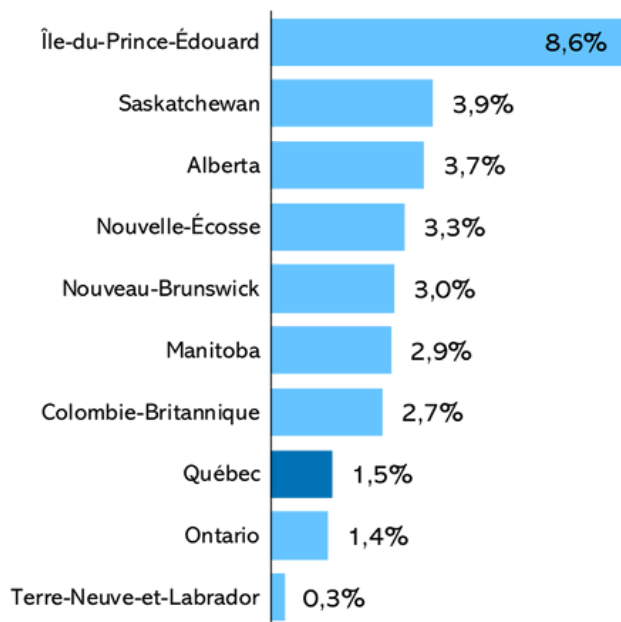
- Entre 2022 et 2023, la croissance de l'emploi au Québec a été moindre que dans le reste du Canada. Ce constat vaut d'ailleurs aussi pour la période comprise entre 2019 et 2023.
- Ainsi, à l'échelle canadienne, le Québec (1,5 %) a enregistré la troisième plus faible croissance annuelle de l'emploi en 2023, ce qui le place à quasi-égalité avec l'Ontario (1,4 %), et devant Terre-Neuve-et-Labrador avec 0,3 % (graphique 6).
- Entre décembre 2019 et décembre 2023, la progression de l'emploi au Québec (+4,6 %) a été la plus faible au Canada. Les provinces maritimes et l'Alberta (+8,3 %) ont nettement mieux performé.
- Contrairement à ce qu'on observait par le passé, la majorité des emplois créés au Québec l'an dernier l'ont été à l'extérieur de Montréal et ce, malgré des gains importants réalisés dans des régions limitrophes à la métropole, comme la Montérégie, les Laurentides et Laval. D'autres régions, aux prises avec d'importants enjeux de rareté de main-d'œuvre, comme la Capitale-Nationale et le Centre-du-Québec, ont également bien performé (graphique 7).

graphique

06

Croissance de l'emploi au Canada

De décembre 2022 à décembre 2023



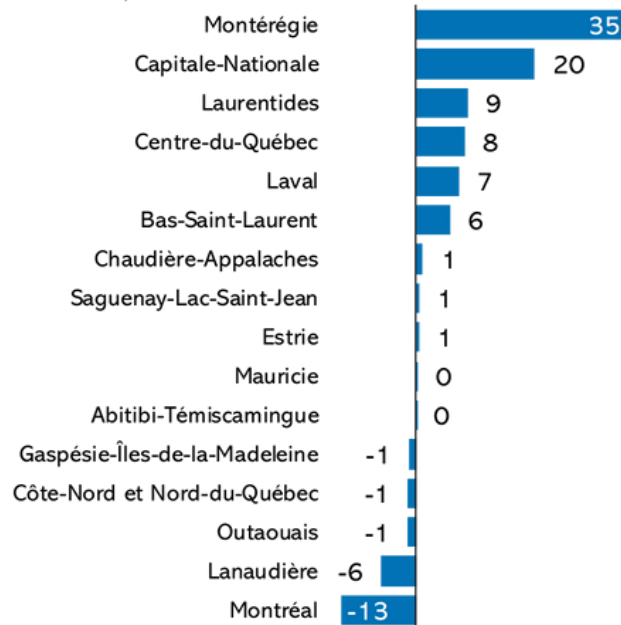
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

graphique

07

Création d'emplois au Québec

Milliers, de décembre 2022 à décembre 2023



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0387-01

Des gains d'emplois qui se maintiennent dans le secteur public

- Les années de pandémie, suivies d'une période de reprise économique, se sont caractérisées par un déplacement important de la main-d'œuvre. De nombreux travailleurs des secteurs fortement touchés par les restrictions sanitaires, tels que la restauration et le commerce de détail, où les salaires sont souvent inférieurs, se sont relocalisés vers des domaines restés actifs pendant cette période, comme la santé, l'éducation et la construction. Ces secteurs sont généralement associés à des rémunérations plus élevées.
- En 2023, l'emploi dans le secteur public a continué de croître, avec de fortes hausses dans plusieurs de ses missions, notamment en enseignement (+17 000 emplois entre décembre 2022 et décembre 2023). Le secteur de la santé et de l'assistance sociale, qui inclut les services de garderie, a également connu une croissance d'emplois (+29 000) au cours de cette même période. Cependant, tout porte à croire que cette progression serait de courte durée car malgré les besoins grandissants dans ce secteur, le nombre d'emplois stagne et se trouve au même niveau qu'avant la pandémie. Cette faible croissance pourrait s'expliquer en partie par des difficultés d'attraction et de rétention des travailleurs (graphique 8).
- En conséquence, ces gains d'emplois constatés dans l'administration publique, en santé et en enseignement font en sorte que la croissance de l'emploi s'est poursuivie dans le secteur public. Une tendance qui s'observe d'ailleurs depuis 2016.
- Tant et si bien que le secteur public compte désormais 24 % de l'ensemble des emplois au Québec alors que ce pourcentage oscillait autour de 21 % au cours des années prépandémiques (graphique 9). À titre indicatif, cet écart représente approximativement 115 000 travailleurs.

graphique 08

Création d'emplois par secteur au Québec

Milliers, de décembre 2022 à décembre 2023

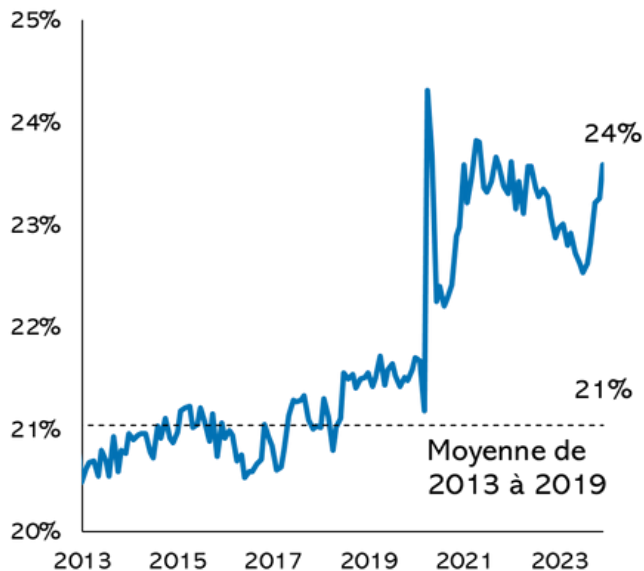


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01

graphique 09

Emploi dans le secteur public au Québec

Part de l'emploi total, données mensuelles



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0288-01

Le secteur de l'hébergement et de la restauration enregistre ses plus grands gains d'emplois depuis la pandémie

- Avec 19 000 emplois additionnels, le secteur de l'hébergement et de la restauration a réalisé des gains importants entre décembre 2022 et décembre 2023.
- Alors que ce secteur peinait à récupérer les emplois perdus en cours de pandémie, l'année 2023 a été l'occasion de refaire le plein.
- Reste maintenant à voir si la dynamique actuelle de création d'emplois se poursuivra, compte tenu des risques que le ralentissement économique fait peser sur le secteur. Ce dernier étant étroitement lié aux dépenses discrétionnaires des consommateurs, il est davantage susceptible d'être impacté dans un tel contexte.

Quelques pertes d'emplois, surtout en finance, assurances et services immobiliers

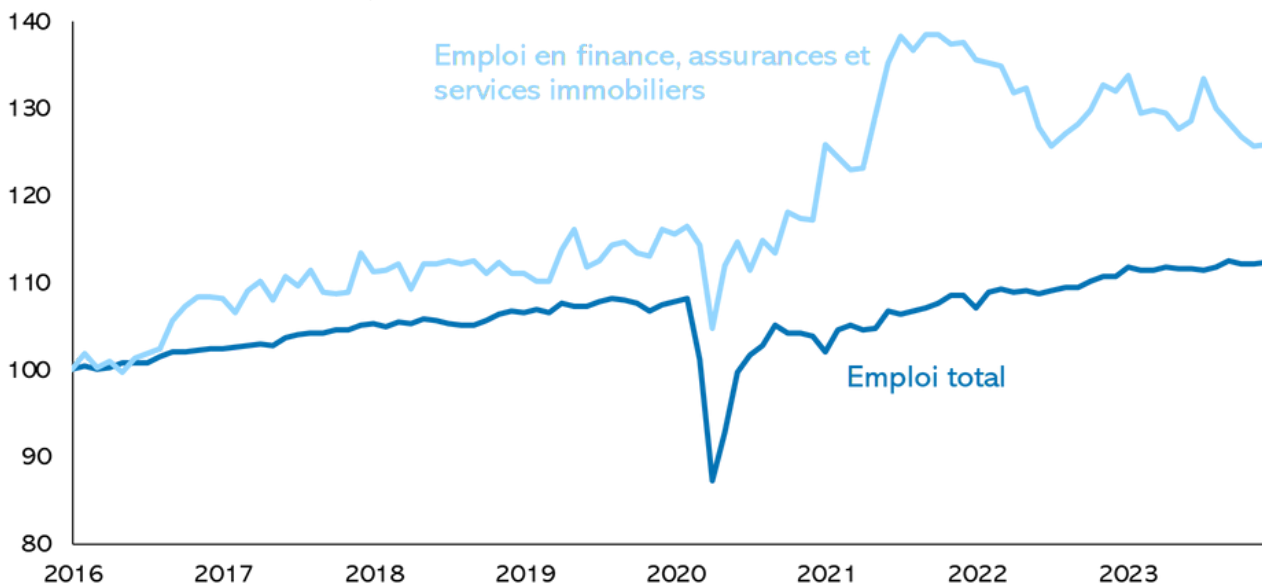
- Le secteur de la finance, assurances et services immobiliers comptait 13 000 travailleurs de moins en décembre 2023 qu'en décembre 2022.
- Ce secteur anticipe une croissance faible, affectée par des taux d'intérêt élevés en 2024, alors que la forte performance des marchés immobiliers et de la finance avait provoqué une hausse marquée de l'emploi au cours de la pandémie.

graphique

10

Évolution de l'emploi en finance, assurances et services immobiliers au Québec

Indice : Janvier 2016 = 100, données mensuelles



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01 et calculs de l'IDQ

02

L'IMMIGRATION TEMPORAIRE FAIT BONDIR LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS

ce qu'il faut retenir

- En 2023, la population active du Québec a connu une hausse significative de près de 100 000 personnes, soit une croissance de 2,1 %.
- Ce gain s'explique par l'accueil d'un nombre important de résidents temporaires étrangers qui ont contribué pour plus de la moitié de la croissance de la population active.
- Cette hausse semble avoir été particulièrement bénéfique au secteur de l'hébergement et de la restauration qui a connu une croissance notable de l'emploi en 2023, principalement attribuable à l'embauche de résidents temporaires.
- En contrepartie, cette progression de la population active a eu pour effet d'accroître le taux de chômage puisqu'elle a été plus rapide que la croissance de l'emploi (+ 1,5 % entre décembre 2022 et décembre 2023).
- En décembre 2023, 3,5 % des emplois au Québec étaient occupés par des résidents temporaires, contre 2,1 % quatre ans plus tôt.

Un boom démographique... nourri par l'immigration temporaire

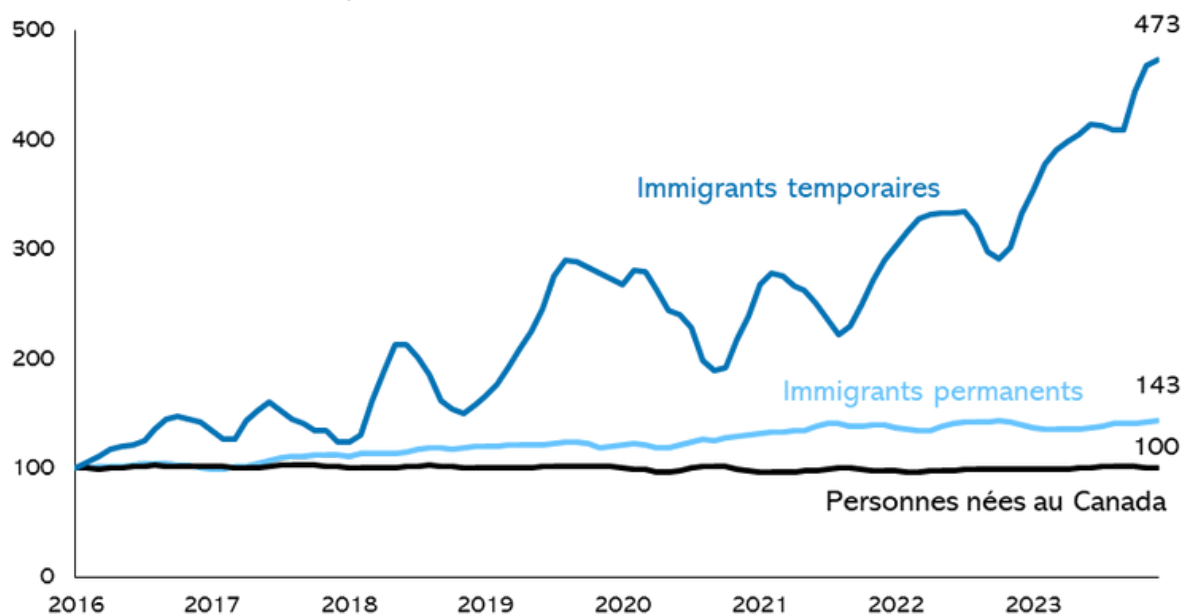
- Jusqu'à tout récemment, la population active (travailleurs + chômeurs), soit « l'offre de travail », augmentait peu au Québec, conséquence d'une population qui vieillit.
- Or l'année 2023 a été marquée par un certain boom démographique. La population active a fait un bond de près de 100 000 nouvelles personnes entre décembre 2022 et décembre 2023.
- Cette augmentation de la population active s'explique par l'accueil d'un nombre important de résidents temporaires étrangers qui a contribué à plus de la moitié de ce gain.
- Depuis 2016, les résidents temporaires participent fortement à la croissance de la population active au Québec et de façon accélérée depuis 2021 (graphique 11).
- Ainsi, en décembre 2023, 156 000 emplois étaient occupés par des travailleurs temporaires au Québec, ce qui correspond à 3,5 % de tous les emplois. En décembre 2019, c'était 2,1 %.

graphique

11

Évolution de la population active selon le statut d'immigrant au Québec

Indice: Janvier 2016=100, moyenne mobile sur 3 mois, données non désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01 et calculs de l'IDQ

Un accueil qui allège les difficultés de recrutement dans certains secteurs

- L'arrivée en grand nombre d'immigrants temporaires au cours de la dernière année semble avoir profité à certains milieux aux prises avec des problèmes de recrutement depuis la pandémie et contribué ainsi à réduire la pression.
- À titre d'exemple, le secteur de l'hébergement et de la restauration qui comptait quelque 20 000 postes vacants au cours du troisième trimestre de 2023 – et dont le nombre d'employés n'est jamais revenu aux niveaux pré-pandémiques –, a tout de même enregistré une croissance de l'emploi en 2023. Or les résidents non permanents y sont présents en plus grand nombre. Les dernières données disponibles (2022) nous indiquent qu'ils représentaient 5 % de l'emploi dans ce secteur et 3 % de l'emploi total.
- Notons que ces personnes sont entrées au pays par le biais du Programme des travailleurs étrangers temporaires, du Programme de mobilité internationale ou encore, travaillent pendant leurs études ou en attendant une décision sur leur demande d'asile. On les retrouve donc dans divers milieux, tant dans le secteur agricole sous contrat spécifique qu'à titre de travailleurs spécialisés en haute technologie, y compris ceux avec des permis de travail postdiplôme.

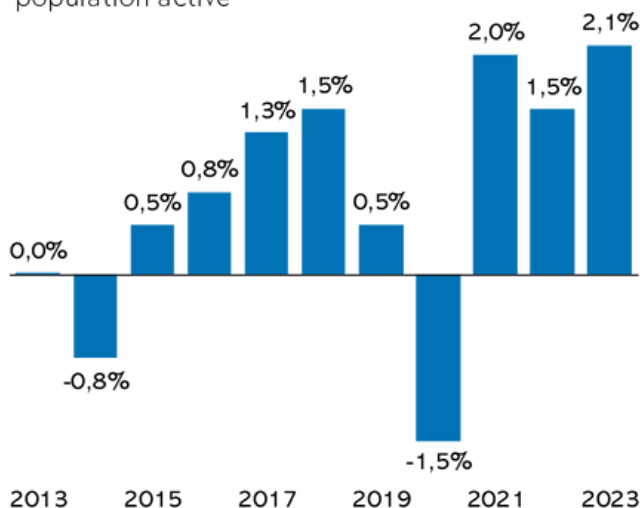
Une réalité qui affecte certains indicateurs du marché de l'emploi

- Toutefois, leur arrivée importante dans la population active (graphique 12) a également eu pour effet d'affecter les indicateurs du marché du travail qui s'expriment en pourcentage de cette population tels que le taux de chômage et le taux d'emploi (graphique 13).
- Ainsi, malgré une création d'emplois plutôt forte, la croissance plus rapide de la population active explique pourquoi le taux de chômage s'est accru.
- Le fait que l'emploi n'a augmenté que de 1,5 % au courant de la dernière année révèle que la hausse de 2,1 % de la population active n'a pas été complètement absorbée par le marché du travail.
- Notons également que le taux d'emploi, soit la proportion de personnes à l'emploi au sein de l'ensemble de la population, – tant les jeunes que celles issues du principal groupe en âge de travailler (25 à 54 ans) – a diminué en 2023 (voir l'annexe).

graphique 12

Évolution du bassin de travailleurs au Québec

Croissance de décembre à décembre de la population active

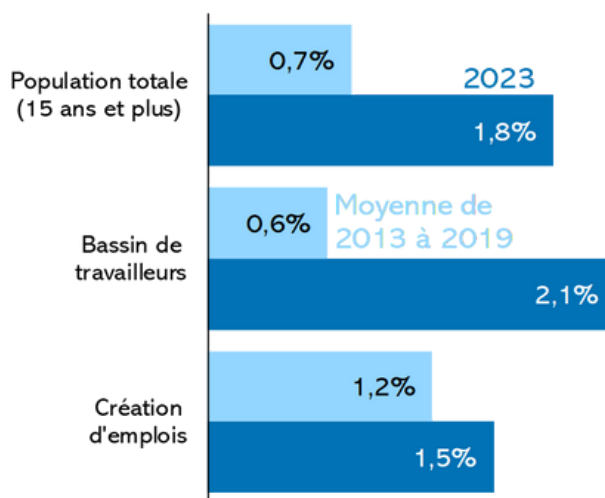


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

graphique 13

Indicateurs clés du marché du travail au Québec

Croissance de décembre à décembre



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

03

LES IMMIGRANTS DAVANTAGE AFFECTÉS PAR LE CHÔMAGE

ce qu'il faut retenir

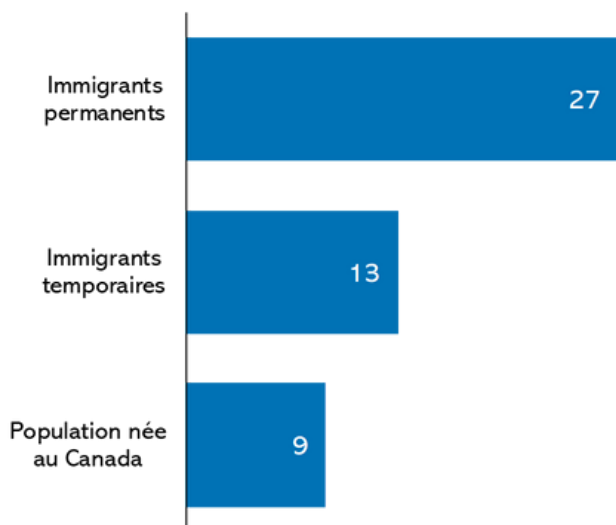
- Les immigrants permanents et temporaires semblent avoir davantage fait les frais de la hausse du chômage qu'a connu le Québec l'an dernier. Ainsi, sur les 49 000 chômeurs qui se sont ajoutés dans cette province entre décembre 2022 et décembre 2023, 27 000 étaient immigrants permanents, 13 000 résidents temporaires et 9 000 des personnes nées au Canada.
- Alors que l'intégration au marché du travail des immigrants permanents s'était grandement améliorée au Québec au cours de la dernière décennie, leur taux de chômage a bondi l'an dernier. Il est passé de 4,7 % à 7,5 % entre décembre 2022 et décembre 2023 alors que celui des personnes nées au Canada a connu une légère variation de 3,5 % à 3,7 %. Ce constat reflète une vulnérabilité accrue des immigrants en période de ralentissement économique.
- Chez les immigrants temporaires, la hausse du chômage peut notamment s'expliquer par l'arrivée importante de demandeurs d'asile au cours de la dernière année. Ces derniers éprouvant souvent plus de difficultés à intégrer le marché de travail que d'autres résidents temporaires.
- Il faut aussi prendre en considération que cette croissance du nombre de résidents temporaires coïncide avec un ralentissement économique qui peut entraîner une réduction de l'offre d'emplois.

Les résidents temporaires plus affectés par le chômage, toute proportion gardée

- La hausse du taux de chômage peut donc être, en partie, attribuable à une baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs qui ont connu des pertes d'emplois ou une croissance plus modeste au cours de la dernière année, mais aussi par une croissance du bassin de travailleurs disponibles, soit la population active.
- Par ailleurs, les immigrants permanents et temporaires semblent avoir été davantage affectés par cette hausse du chômage. Ainsi, sur les 49 000 chômeurs qui se sont ajoutés au Québec entre décembre 2022 et décembre 2023, 27 000 étaient immigrants permanents, 13 000 résidents temporaires et 9 000 des personnes nées au Canada.
- Notons toutefois que les natifs du Canada représentent encore la grande majorité des chômeurs (graphique 15) au Québec. C'est la proportion d'immigrants au sein de ces chômeurs qui a progressé de manière importante. Ainsi, en décembre 2023, les immigrants permanents représentaient 31 % des chômeurs (25 % en décembre 2022) tandis que les immigrants temporaires comptaient pour 9 % des chômeurs (4 % en décembre 2022).
- Cette croissance significative du taux de chômage chez les résidents temporaires est en partie attribuable au fait que la hausse de l'immigration temporaire a coïncidé avec un ralentissement économique au Québec, entraînant des difficultés d'intégration de ces nouveaux arrivants au marché du travail.
- Cela peut aussi s'expliquer par l'accroissement du nombre de demandeurs d'asile qui rencontrent de nombreux obstacles à l'intégration sur le marché du travail.

graphique 14

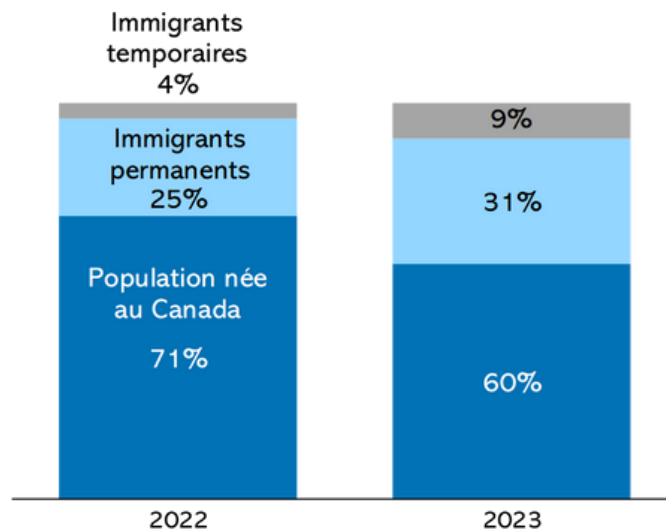
Nouveaux chômeurs selon le statut d'immigrant au Québec
Milliers, de décembre 2022 à décembre 2023



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01

graphique 15

Proportion de chômeurs selon le statut d'immigrant au Québec
Part du nombre total de chômeurs en décembre



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01

Immigrants permanents : des acquis fragiles

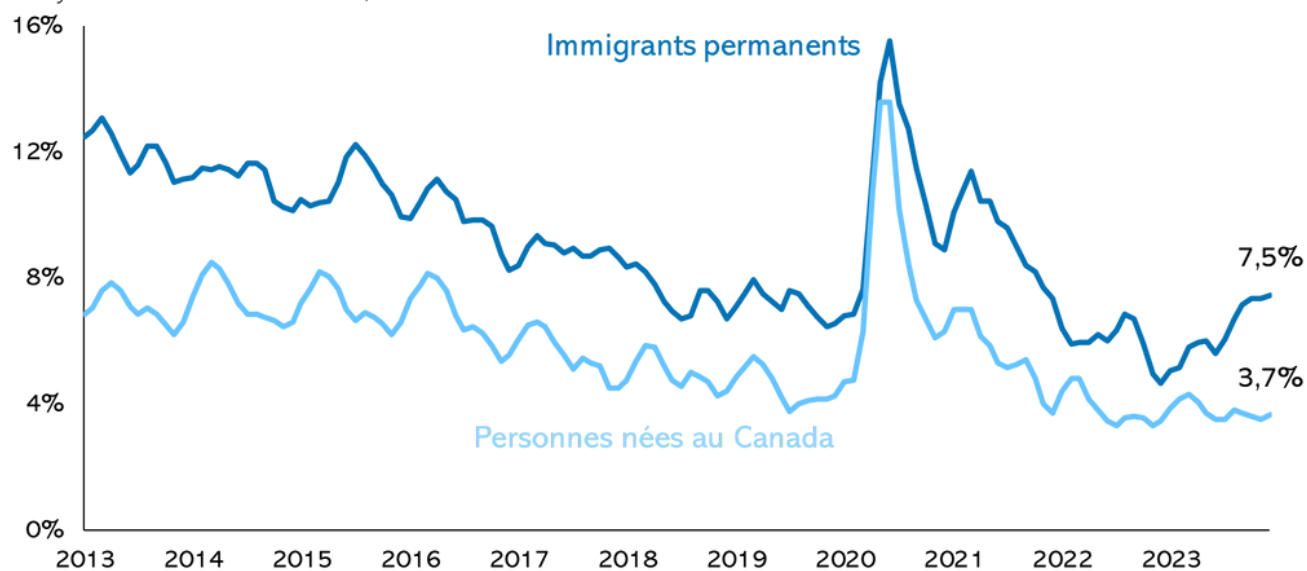
- Au cours de la dernière décennie, l'intégration des immigrants permanents au marché du travail s'est grandement améliorée au Québec, résultat d'un marché du travail qui se resserrait mais également d'un changement dans le profil des nouveaux admis. La sélection favorisait de plus en plus les personnes qui avaient déjà séjourné de manière temporaire au Canada pour y étudier ou pour y travailler.
- En 2023, cette progression a pris fin, provoquant une hausse beaucoup plus rapide du taux de chômage chez les immigrants permanents. Cette situation est d'autant plus notable que le taux de chômage des personnes nées au Canada n'a presque pas varié. Entre décembre 2022 et décembre 2023, le taux de chômage des immigrants permanents est passé de 4,7 % à 7,5 % tandis que celui des personnes nées au Canada a varié de 3,5 % à 3,7 % (graphique 16).
- Notons cependant que le taux de chômage des immigrants permanents en décembre 2023 restait faible comparativement à la tendance historique.

graphique

16

Taux de chômage selon le statut d'immigrant au Québec

Moyenne mobile sur 3 mois, données non désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01

04

UNE CRÉATION D'EMPLOIS DE MOINDRE QUALITÉ

ce qu'il faut retenir

- Bon nombre des emplois créés en 2023 étaient des postes à temps partiel. Cette situation s'explique en partie par le fait qu'il y ait eu une forte création d'emplois dans des secteurs où le temps partiel est davantage de mise comme l'hébergement et la restauration.
- En 2023, la création d'emplois dans les secteurs bien rémunérés a diminué. Toutefois, bien que la proportion de ces emplois (48 %) face à l'ensemble du marché du travail ait connu une légère baisse, elle demeure tout de même supérieure à ce qui était observé avant la pandémie.
- Malgré une forte inflation qui a érodé certains gains, les salaires horaires nominaux au Québec se sont accrus rapidement depuis la pandémie. Si bien que le salaire horaire moyen ajusté pour l'inflation demeurait plus élevé en décembre 2023 (33,02 \$) qu'en décembre 2019 (31,87 \$).

Une création d'emplois qui favorise davantage le temps partiel

- Si la création d'emplois a été bonne au cours de la dernière année, plusieurs indicateurs révèlent que ces nouveaux postes étaient en règle générale de moins bonne qualité.
- En premier lieu, une part importante des emplois créés en 2023 était des postes à temps partiel. Ainsi, entre décembre 2022 et décembre 2023, le nombre d'emplois à temps partiel s'est accru de 69 900 personnes tandis que le nombre d'emplois à temps plein en comptait 3 200 de moins.
- Le retour à l'emploi dans des secteurs fortement impactés par la pandémie, tels que l'hébergement et la restauration, a entraîné un rattrapage notable de l'emploi à temps partiel. Ces secteurs se caractérisent par une proportion plus élevée d'emplois à temps partiel comparativement à la moyenne.
- Autre piste d'explication : le ralentissement économique a contraint certains travailleurs à occuper un poste à temps partiel même s'ils souhaitaient travailler à temps plein. En conséquence, le nombre de travailleurs à temps partiel pour des raisons économiques a bondi au cours de la dernière année (graphique 17).
- Cette situation a également conduit à une augmentation du nombre de travailleurs qui cumulent plusieurs emplois. En 2023, près de 221 000 travailleurs vivaient cette réalité au Québec, un chiffre comparable à celui observé avant la pandémie (graphique 18).

graphique 17

Travailleurs à temps partiel involontaire au Québec

Milliers, moyenne mobile sur 12 mois



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0028-01

graphique 18

Travailleurs occupant plus d'un emploi au Québec

Milliers, moyenne mobile sur 12 mois



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0045-01

Le Québec compte toujours plus d'emplois bien rémunérés qu'avant la pandémie

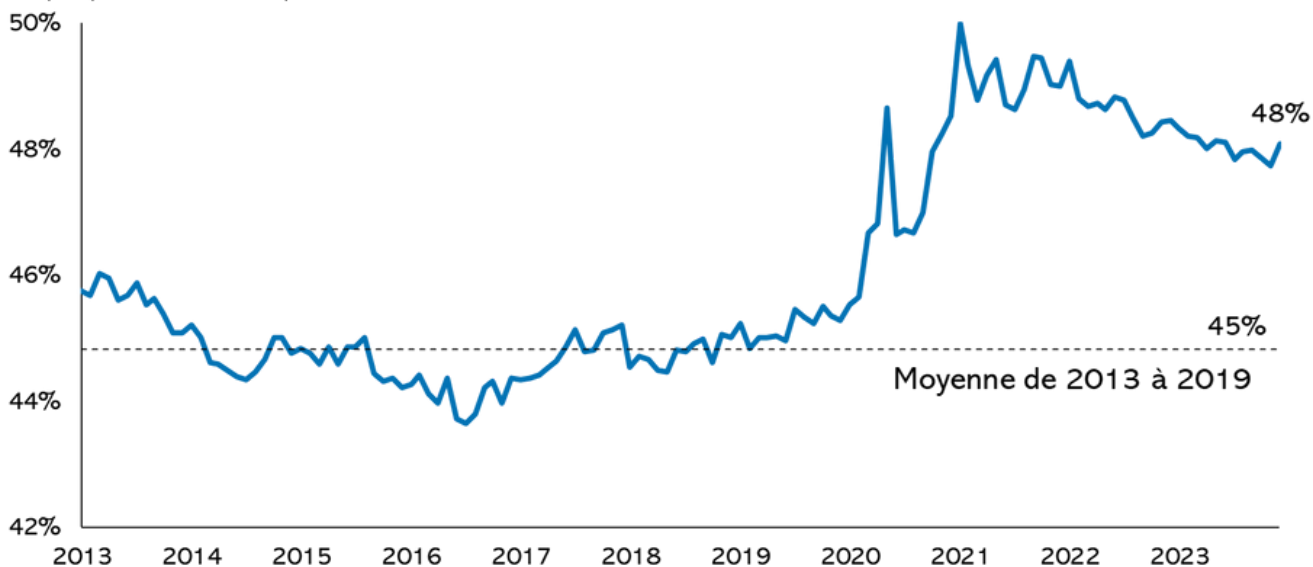
- La création d'emplois bien rémunérés s'est considérablement accrue dans les années suivant la pandémie. Une situation principalement due aux déplacements de travailleurs qui ont déserté des secteurs à bas salaires comme la restauration et le commerce de détail, pour renforcer les effectifs de secteurs mieux rémunérés comme l'enseignement et les services professionnels.
- En 2023, cette tendance s'est toutefois atténuée en raison d'une création de postes à temps partiel plus élevée, particulièrement dans des secteurs comme l'hébergement et la restauration. Conséquence : la proportion des emplois bien rémunérés dans l'ensemble du marché du travail a légèrement diminué au Québec, bien qu'elle demeure encore supérieure aux niveaux observés avant la pandémie.
- Ainsi, en décembre 2023, 48 % des travailleurs québécois occupaient un emploi dans un secteur bien rémunéré alors qu'ils étaient en moyenne 45 % jusqu'en décembre 2019 (graphique 19).

graphique

19

Part de l'emploi dans les secteurs biens rémunérés au Québec

En proportion de l'emploi total, données mensuelles



Note : Les secteurs les mieux rémunérés offraient un salaire horaire moyen supérieur à la moyenne québécoise pour l'année 2023. Il s'agit de Foresterie et ressources, Services publics, Construction, Fabrication, Finance et assurances, Services professionnels, Enseignement et Administrations publiques.

Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01 et calculs de l'IDQ

Le salaire réel des travailleurs stagne en 2023, mais reste plus élevé qu'avant la pandémie

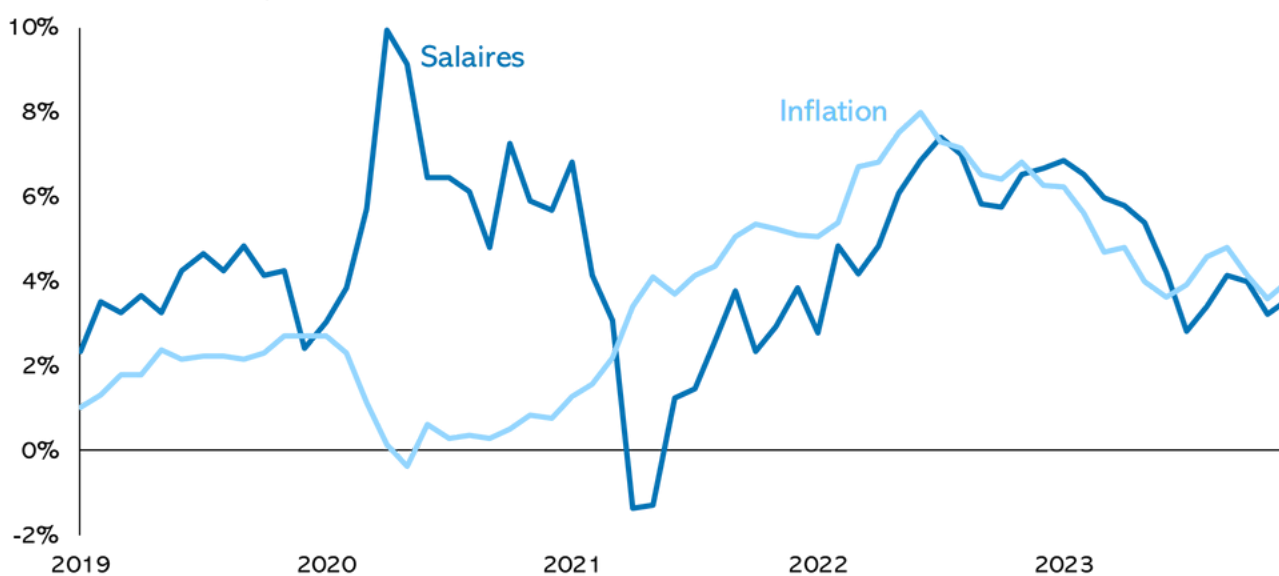
- Le salaire horaire nominal, qui correspond au salaire avant ajustement à l'inflation, s'est accru rapidement depuis 2020. Cette augmentation est attribuable à des ajustements salariaux conséquents en réponse à l'inflation et aux pénuries de main-d'œuvre, mais elle est aussi due au déplacement de travailleurs vers des secteurs offrant de meilleurs salaires.
- Heureusement, l'inflation qui a explosé depuis la sortie de la pandémie n'a grugé qu'en partie ces gains salariaux. Résultat : le salaire horaire réel, qui est ajusté en fonction de l'inflation était plus élevé en 2023 (33,02 \$) qu'avant la crise sanitaire (31,87 \$).
- Ce constat masque évidemment différentes réalités selon les secteurs d'activité, l'ancienneté à l'emploi ou encore le type d'emplois.

graphique

20

Inflation et croissance des salaires au Québec

Croissance annuelle, données mensuelles



Source : Statistique Canada, tableaux 14-10-0063-01 et 18-10-0004-01

05

DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT QUI PERDURENT DANS PLUSIEURS SECTEURS

ce qu'il faut retenir

- Bien que le nombre de postes à pourvoir au Québec ait diminué en 2023, les employeurs restent préoccupés par la pénurie de main-d'œuvre, plus particulièrement dans le secteur de la santé où le taux de postes vacants demeure élevé.
- Ces difficultés de recrutement, exacerbées par le vieillissement de la population et une immigration moindre qu'ailleurs au pays, sont considérées comme structurelles et peu susceptibles de s'atténuer avec le ralentissement économique.
- Cependant, le déséquilibre entre l'offre et la demande en main-d'œuvre s'est légèrement estompé en 2023 avec une diminution des postes vacants pour les emplois peu qualifiés.
- Cette situation s'explique par le recours à des travailleurs temporaires pour répondre partiellement à la demande, ainsi que par les difficultés économiques rencontrées par certains secteurs, qui ont contribué à la réduction du nombre de postes à pourvoir.

Des employeurs qui peinent encore à recruter, surtout en santé et assistance sociale

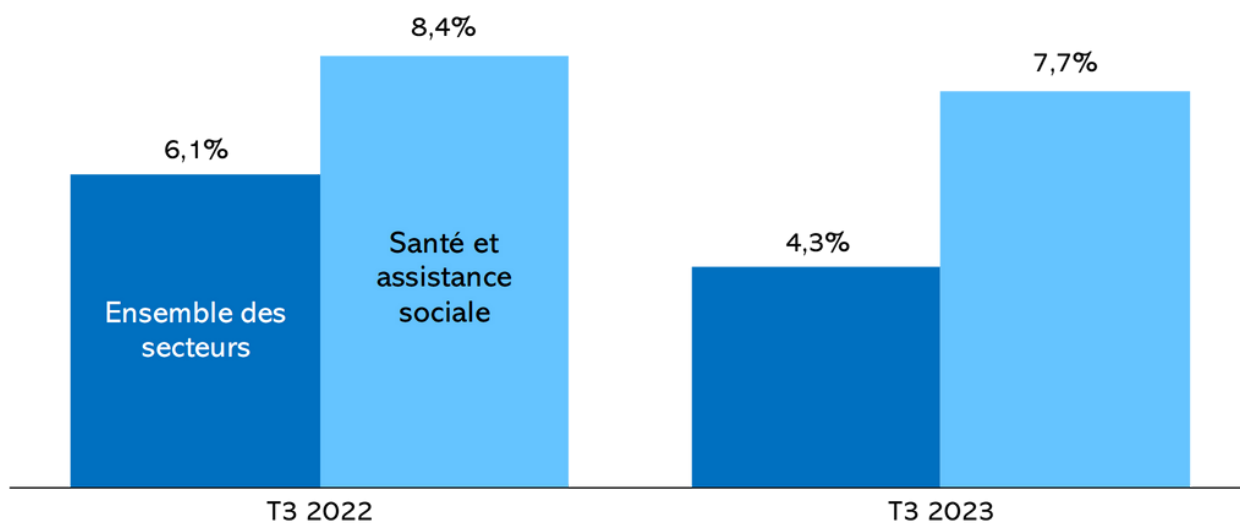
- Après plusieurs années de croissance, le nombre de postes à combler a diminué de manière importante au Québec en 2023.
- Avec un apport moindre en immigration permanente et un vieillissement plus marqué de la population, les employeurs québécois demeurent toutefois plus inquiets par la pénurie de main-d'œuvre que dans le reste du pays.
- En 2023, bien que le taux de postes vacants se soit légèrement atténué (4,3 %) dans l'ensemble de l'économie québécoise, il est resté élevé dans le secteur de la santé et l'assistance sociale (7,7 %), révélant des difficultés persistantes à recruter (graphique 21). Bien que ces taux soient inférieurs à ceux observés en 2022, ils demeurent significativement supérieurs à ceux qui prévalaient en 2019.
- Les besoins sont particulièrement criants en soins infirmiers, en bénéficiaires internes dans les établissements et les hôpitaux et, en assistance sociale qui inclut les services de garderie, avec des taux qui ont plus que doublé depuis 2019.
- Les défis persistants en matière de recrutement dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale entravent l'accroissement de l'emploi dans ce domaine, crucial pour répondre à l'augmentation constante des besoins en matière de santé. Malgré les défis posés par le vieillissement de la population, le nombre de travailleurs dans ce secteur n'a que très peu augmenté au cours des dernières années.
- Comme les besoins en santé fluctuent plus en fonction de la démographie que de l'économie, tout porte à croire que ces difficultés de recrutement persisteront et ne s'atténueront pas avec le ralentissement économique.

graphique

21

Taux de postes vacants par secteur au Québec

Données trimestrielles non désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0326-01

Les déséquilibres entre l'offre et les besoins en main-d'œuvre s'estompent

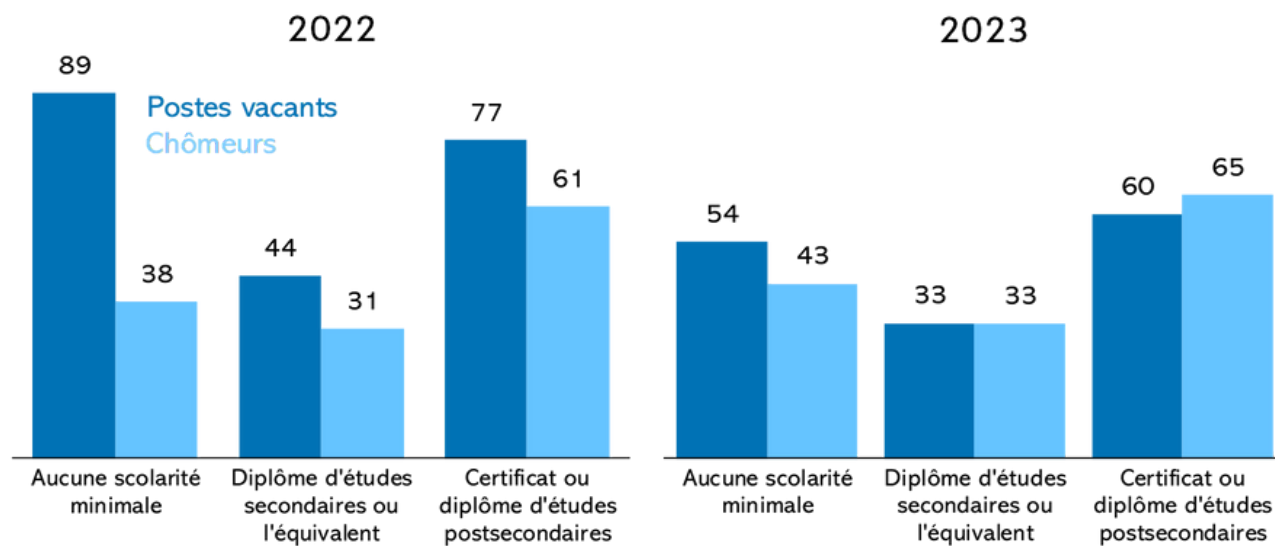
- Au cours des dernières années, l'explosion du nombre de postes vacants s'expliquait en grande partie par une demande croissante pour des emplois qui ne requéraient aucune scolarité, notamment dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration et, celui de la construction.
- Ainsi, les employeurs peinaient à recruter des candidats alors que les travailleurs, – de plus en plus éduqués et qualifiés – avaient l'embaras du choix parce qu'on pouvait leur offrir de meilleures conditions ailleurs.
- En 2023, l'écart entre les postes vacants et les chômeurs disponibles pour les emplois les moins qualifiés s'est toutefois amoindri de façon importante (graphique 22). Cette baisse s'explique en partie par la création d'emplois dans des secteurs qui ne requièrent pas de diplôme postsecondaire comme l'hébergement et la restauration et qui ont notamment été pourvus par de nouveaux résidents temporaires accueillis en plus grand nombre au Québec.
- Cette diminution s'explique aussi par les difficultés économiques rencontrées par certains secteurs, comme le commerce de détail, qui embauchent moins de travailleurs qualifiés.
- Il est également possible que certains employeurs aient adopté de nouvelles pratiques en changeant leur modèle d'affaire, en s'automatisant ou en formant leur personnel pour moins dépendre de cette main-d'œuvre moins qualifiée et de moins en moins disponible.

graphique

22

Postes vacants et chômeurs selon le type de diplômes requis au Québec

Troisième trimestre de chaque année, en milliers, données non désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-01 17-01 et 14-10-0328-01

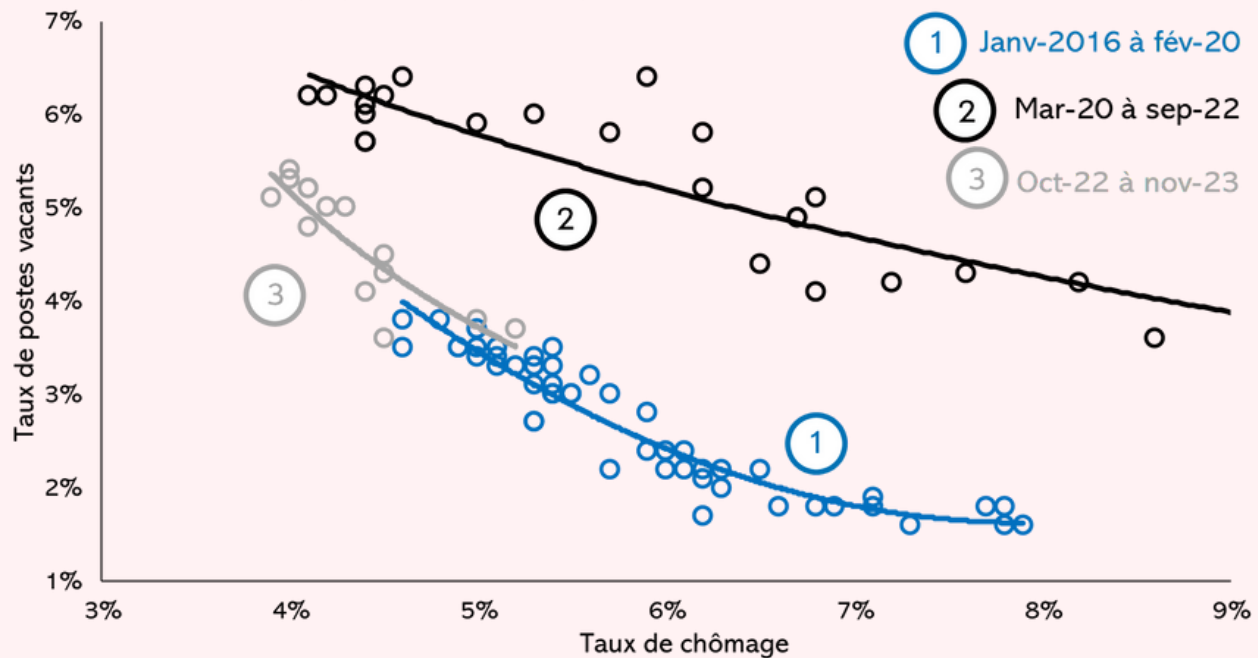
Encadré 2: Moins de déséquilibres selon la courbe de Beveridge

La courbe de Beveridge met en relation le taux de chômage et le taux de postes vacants. Un déplacement de cette courbe vers le haut, comme ce fut le cas durant la pandémie (① → ②), est le signe d'un déséquilibre dans le marché du travail. Auquel cas, on constate plus de postes vacants pour le même nombre de chômeurs. En 2023, la courbe de Beveridge est retournée à son état pré-pandémique (② → ③), suggérant que les déséquilibres observés dans le marché du travail entre 2020 et 2022 se sont grandement atténués.

graphique

23

Courbe de Beveridge pour différentes périodes récentes au Québec



Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01 et 14-10-0432-01

regard vers l'avenir

2024 : une année qui sera marquée par le ralentissement économique

- En 2024, l'économie québécoise, marquée par le ralentissement économique, devrait connaître une légère reprise grâce à la baisse des taux d'intérêt. Le retour à la normale n'est toutefois attendu qu'en 2025.
- Ce ralentissement économique au Québec aura indéniablement des répercussions sur le marché du travail. Le taux de chômage qui devrait être plus élevé que par les années passées, oscillerait entre 5,0 % et 6,0 %, tout en demeurant inférieur à ceux observés lors des dernières récessions.

Des gels d'embauches et des mises à pied mais aussi... du recrutement

- Ce ralentissement de l'activité économique devrait également se traduire par des gels d'embauches et des mises à pied dans certains secteurs.
- Cependant, au vu des difficultés rencontrées par les employeurs au cours des dernières années pour recruter et retenir leur main-d'œuvre, – et comme le ralentissement économique devrait être de courte durée –, il y a fort à parier que plusieurs d'entre eux feront le choix de maintenir leurs employés en poste.
- Dans le secteur public, notamment en santé où les besoins sont encore très importants – et ne diminueront pas avec le ralentissement économique –, il se peut qu'on observe plutôt des embauches, facilitées par les mesures d'attraction déployées au cours des dernières années.

L'immigration temporaire façonnera encore le marché de l'emploi

- Malgré un resserrement des critères d'octroi de permis et l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, les politiques publiques fédérales et provinciales actuellement en place n'infléchiront pas complètement l'arrivée de nouveaux immigrants temporaires.
- Toutefois, comme l'immigration temporaire n'est pas planifiée comme l'immigration permanente, il s'avère difficile d'estimer l'ampleur des flux d'immigrants temporaires à venir.
- Les volumes d'immigrants accueillis influenceront sur différents indicateurs du marché du travail tels que le taux de chômage. À titre d'exemple, cet indicateur bondira si le bassin de travailleurs augmente beaucoup plus rapidement que l'activité économique.
- Une question reste cependant en suspens : quel sera l'impact du ralentissement économique sur les résidents temporaires ? Contraints à jouer un rôle de réserve, ces derniers s'avèrent une clientèle vulnérable, avec un accès plus difficile au filet social et ne peuvent, dans plusieurs cas, rester sans travail durant de longues périodes.

Des goulots d'étranglement en vue dans la construction?

- Le secteur de la construction pourrait également faire face à un véritable goulot d'étranglement dans les années à venir. Malgré le ralentissement du marché immobilier, les besoins pour de nouveaux logements vont demeurer et la pénurie de main-d'œuvre restera importante bien que les différents paliers de gouvernement mettent diverses mesures en place pour y remédier.
- Et ce, sans parler du nombre important de travailleurs que vont nécessiter les nouveaux projets manufacturiers du gouvernement, comme ceux liés à la filière batterie et les projets énergétiques découlant du Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec.
- Enfin, le Plan québécois des infrastructures 2023-2033 requerra aussi un nombre important de ressources pour non seulement mettre à niveau les infrastructures existantes mais aussi en construire de nouvelles.
- Dans un tel contexte, il s'avère donc plus qu'essentiel de bien anticiper les besoins, d'étaler les projets dans le temps et de s'assurer d'avoir la main-d'œuvre nécessaire pour éviter de freiner les élans des entreprises comme ceux des gouvernements.

Les salaires devraient augmenter moins rapidement

- Pour 2024, les employeurs prévoient diminuer progressivement la croissance des salaires au fur et à mesure que l'activité économique ralentira mais aussi parce qu'ils sont moins nombreux à devoir compenser la hausse de l'inflation des dernières années.
- Après avoir connu plusieurs années de forte inflation, les travailleurs demeureront aux aguets pour s'assurer que leurs revenus suivent le coût de la vie. Mais, ils seront aussi conscients que les opportunités d'emplois risquent de se faire plus rares. Ils pourraient donc, dans certains cas, être plus conciliants et accepter des hausses de salaires moindres.
- Néanmoins, avec les prévisions d'un retour progressif de l'inflation vers la cible, le pouvoir d'achat de certains travailleurs pourrait rester stable. Il est également important de considérer que les dynamiques varient entre les secteurs public et privé. Particulièrement dans le secteur public, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, les augmentations salariales négociées fin 2023 pourraient entraîner une croissance salariale plus rapide. En effet, ces augmentations incluront normalement un ajustement rétroactif et des revalorisations salariales pour certains métiers.

Plus d'opportunités qu'on ne le pense

- Dans un contexte où le ralentissement économique pourrait coexister avec des pénuries de main-d'œuvre, le Québec dispose de plusieurs atouts pour améliorer sa productivité et se développer sur le plan économique.
- D'abord les employeurs, tant dans les secteurs privé que public, sont plus que jamais conscients du besoin de moderniser et de transformer leurs façons de faire. Marqués au fer rouge par les pénuries de main-d'œuvre des dernières années, ils sont plus nombreux à redoubler d'inventivité pour trouver de nouvelles solutions et éviter de se retrouver au dépourvu même si le climat financier et conjoncturel n'encourage pas l'investissement, notamment en machinerie et technologies.
- Dans cette foulée, un ralentissement du travail peut aussi représenter une belle occasion pour déployer des initiatives de formation, d'accompagnement et de réflexion stratégique, souvent reportées par manque de temps. La formation des employés peut, par ailleurs, s'avérer une véritable bougie d'allumage pour permettre aux organisations de se transformer et même, d'intensifier leur niveau d'investissement en capital.
- Enfin, une plus grande intégration des technologies, notamment d'automatisation ou d'intelligence artificielle pourraient permettre de réduire la dépendance à la main-d'œuvre, d'adapter les services publics aux nouvelles réalités économiques et démographiques, et de potentiellement générer de nouveaux emplois à plus forte valeur ajoutée pour l'économie québécoise.

annexe

Caractéristique de la population active	Groupe d'âge	Décembre 2022	Décembre 2023	Changement	
		Unités : Milliers	Milliers	Milliers	
Population	15 ans et plus	7 195	7 325	130	
	15 à 24 ans	914	950	36	
	25 à 54 ans	3 307	3 367	60	
	55 ans et plus	2 974	3 009	34	
Population active	15 ans et plus	4 657	4 756	99	
	15 à 24 ans	647	662	15	
	25 à 54 ans	2 993	3 029	36	
	55 ans et plus	1 017	1 065	49	
Emploi	15 ans et plus	4 465	4 532	67	
	15 à 24 ans	601	610	8	
	25 à 54 ans	2 885	2 905	20	
	55 ans et plus	979	1 018	39	
Emploi à temps plein	15 ans et plus	3 671	3 668	-3	
	15 à 24 ans	267	265	-1	
	25 à 54 ans	2 644	2 639	-5	
	55 ans et plus	761	764	3	
Emploi à temps partiel	15 ans et plus	794	864	70	
	15 à 24 ans	335	344	10	
	25 à 54 ans	242	266	24	
	55 ans et plus	218	254	36	
Chômage	15 ans et plus	191	224	33	
	15 à 24 ans	45	52	7	
	25 à 54 ans	108	124	16	
	55 ans et plus	38	48	10	
Taux	Unités :	Pourcentage	Pourcentage	Points de pourcentage	
Taux de chômage	15 ans et plus		4,1	4,7	0,6
	15 à 24 ans		7,0	7,9	0,9
	25 à 54 ans		3,6	4,1	0,5
	55 ans et plus		3,7	4,5	0,8
Taux d'activité	15 ans et plus		64,7	64,9	0,2
	15 à 24 ans		70,7	69,6	-1,1
	25 à 54 ans		90,5	90,0	-0,5
	55 ans et plus		34,2	35,4	1,2
Taux d'emploi	15 ans et plus		62,1	61,9	-0,2
	15 à 24 ans		65,8	64,2	-1,6
	25 à 54 ans		87,3	86,3	-1,0
	55 ans et plus		32,9	33,8	0,9